

Évolutions monétaires à La Réunion au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

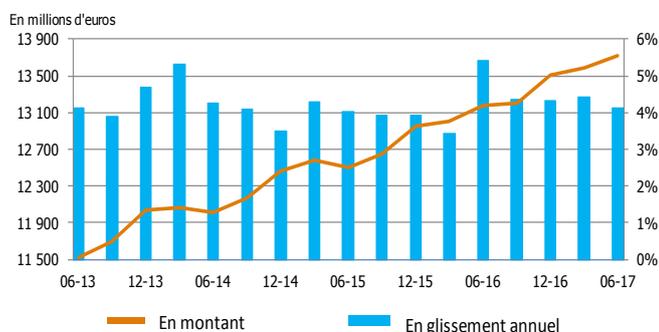
À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

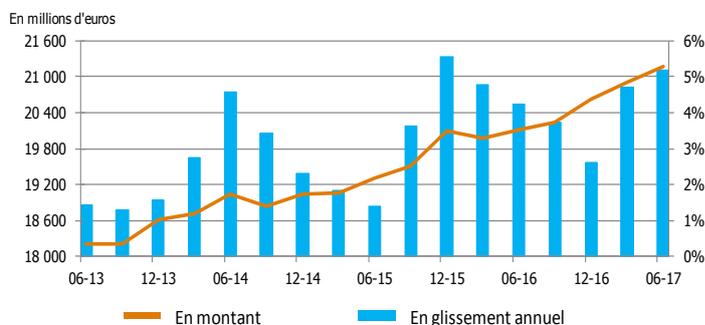
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE DYNAMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2017

L'activité bancaire est particulièrement bien orientée à la fin du premier semestre 2017 avec une accélération de la distribution des crédits à l'économie : +544 millions d'euros sur six mois et +1 041 millions d'euros entre juin 2016 et juin 2017. Les placements des agents économiques sont également bien orientés : +211 millions d'euros de décembre 2016 à juin 2017 et +542 millions d'euros sur un an. La croissance des financements est tirée par les crédits consentis aux ménages (+251 millions d'euros d'encours sur six mois), avec un dynamisme notable des crédits à la consommation. Par ailleurs, les encours de crédits aux entreprises progressent également (+135 millions d'euros sur six mois), tout particulièrement le financement de l'équipement. Concernant les actifs financiers, l'appétence des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs reste marquée, dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas, voire négatifs.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



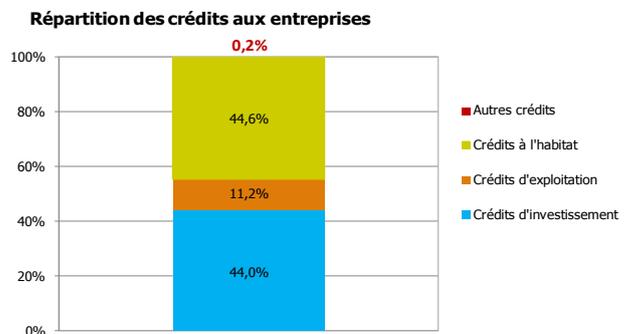
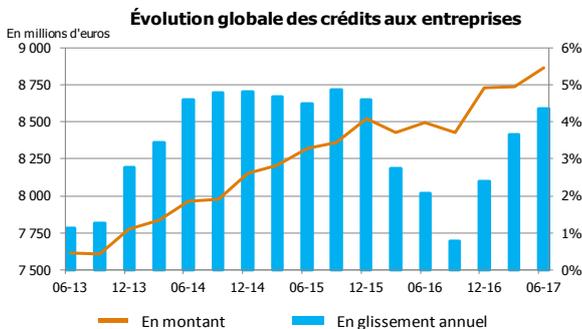
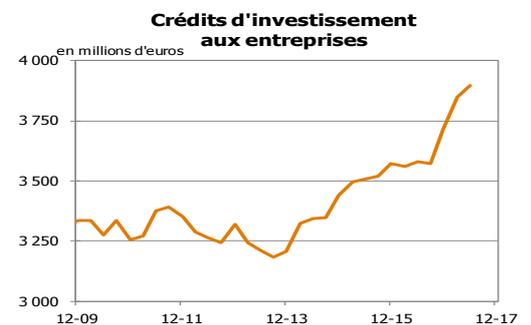
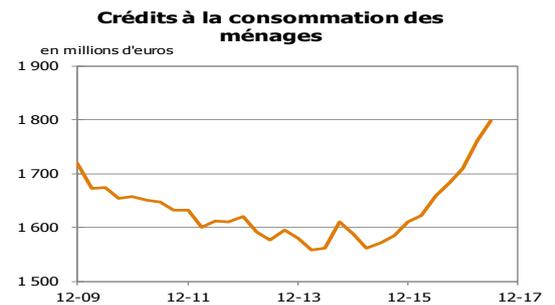
DES FINANCEMENTS DYNAMIQUES

Une forte croissance du financement de l'investissement des entreprises

Les **financements consentis aux entreprises** accélèrent assez sensiblement au cours des deux premiers trimestres de l'année 2017, ce qui renverse la tendance au ralentissement enregistrée en 2016. La progression s'établit à 4,4 % sur un an (soit +370 millions d'euros d'encours supplémentaires) et à 1,5 % au cours du premier semestre 2017 (+135 millions d'euros). Les crédits d'exploitation continuent néanmoins de s'inscrire en repli marqué, en 2017 comme en 2016, avec une diminution des encours de 4,3 % sur les douze derniers mois, qui atteint même -7,8 % sur le seul premier semestre 2017. La majeure partie des formes de financement de l'exploitation des entreprises recule, tout particulièrement l'escompte des créances commerciales (-19,2 % sur le premier semestre 2017) ou l'affacturage (-23,2 % au premier semestre 2017). Manifestement, ces chiffres traduisent une moindre demande de financements d'exploitation. À noter qu'en parallèle, les disponibilités à vue des sociétés non financières progressent de 14,5 % sur les douze derniers mois, même si elles affichent un léger recul sur le premier semestre 2017 (-2,7 %) après les maximums atteints en fin d'année 2016.

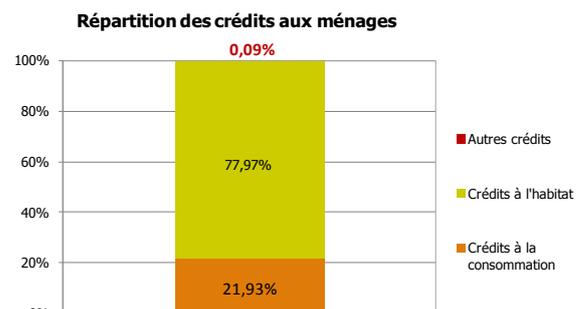
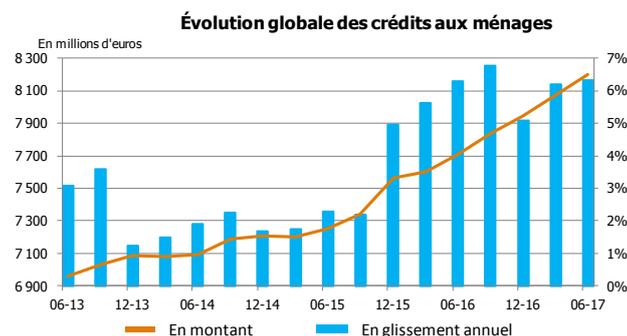
À l'inverse, le financement de l'investissement des entreprises a fortement progressé au cours du premier semestre 2017 : +4,8 % (+180 millions d'euros), soit +8,9 % en glissement annuel (+317 millions d'euros). Cette évolution rompt avec la tendance des premiers mois de l'année 2016, marqués par un repli léger (-0,4 % soit -30 millions d'euros). La hausse concerne plus particulièrement les crédits à l'équipement (+5,2 % au premier semestre 2017), et dans une moindre mesure les financements sous forme de crédit-bail (+2,9 % de janvier à juin 2017).

Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, qui concernent majoritairement des financements consentis par des prêteurs institutionnels en faveur du logement social, continuent aussi de s'inscrire en hausse sur les premiers mois de l'année 2017 (+0,9 % soit +34 millions d'euros) comme tout au long de l'année 2016. Toutefois, le rythme de progression poursuit sa baisse tendancielle entamée depuis plusieurs années. En glissement annuel, les crédits immobiliers progressent de 2,6 % de juin 2016 à juin 2017, après des hausses de 3,0 % de décembre 2015 à décembre 2016 et de +3,4 % de juin 2015 à juin 2016 (+5,0 % de décembre 2014 à décembre 2015 et +6,2 % de juin 2014 à juin 2015).

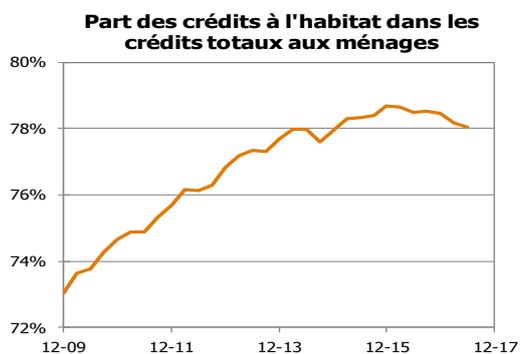


Nouvelle accélération de la croissance des crédits aux ménages

Les **concours consentis aux ménages** continuent de progresser sensiblement sur les six premiers mois de l'année 2017 (+3,2 %, soit +251 millions d'euros) et atteignent un niveau historiquement haut à 8,2 milliards d'euros. En glissement annuel sur douze mois, la croissance des encours continue de s'afficher en forte hausse, s'établissant à +6,3 % à fin juin 2017, contre +5,1 % à fin décembre 2016.



Cette hausse concerne à la fois les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat. Après des années de baisse tendancielle (vingt-six trimestres de baisse régulière à compter de décembre 2008), l'encours des **crédits à la consommation** confirme son redémarrage avec un rythme de croissance qui atteint désormais +5,1 % sur les six premiers mois de l'année 2017 (+88 millions d'euros), en forte accélération par rapport aux semestres précédents (après +3,1 % au deuxième semestre 2016 et +2,9 % sur les six premiers mois de l'année 2016). En glissement annuel, la croissance atteint +8,4 % entre juin 2016 et juin 2017 (soit +140 millions d'euros). À fin juin 2017, les encours progressent depuis neuf trimestres consécutifs et s'établissent à 1,8 milliard d'euros, ce qui est supérieur au précédent pic atteint en décembre 2008.



aux meilleurs taux) échappe au champ d'analyse.

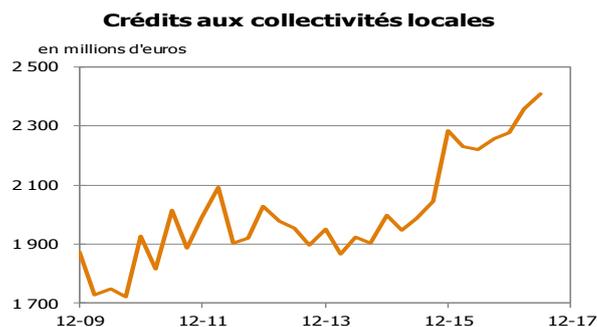
L'encours des **crédits à l'habitat** progresse également sensiblement au premier semestre 2017 (+2,6 %, soit +161 millions d'euros) soit un rythme proche de ceux des semestres précédents. Par rapport à l'année 2016, les volumes de rachats et de rééchelonnement de prêts ont considérablement ralenti et la production des banques correspond désormais majoritairement au financement de nouvelles acquisitions immobilières. En glissement annuel, la hausse des crédits à l'habitat s'établit désormais à 5,7 % (soit +346 millions d'euros).

Les financements de l'immobilier aux ménages représentent toujours une forte proportion des crédits totaux octroyés aux ménages (78,0% à fin juin 2017). À noter que, lorsqu'elle est proposée par des établissements prêteurs extérieurs au département, l'activité des cabinets de courtiers spécialisés en crédit (rachats de prêts pour rééchelonnement ou octrois

Des crédits aux collectivités également en hausse

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** progresse de 5,8 % au cours des six premiers mois de l'année 2017 (soit +133 millions d'euros) et de +8,6 % sur les douze derniers mois (soit +191 millions d'euros). Cette hausse s'inscrit en rupture avec le ralentissement observé en cours d'année 2016 (-0,4 % de décembre 2015 à décembre 2016). Les crédits à court terme s'inscrivent en forte hausse sur le premier semestre 2017 (+240,9 % soit +78 millions d'euros) mais ils enregistrent néanmoins une baisse sensible en glissement annuel (-32,9 % soit -54 millions d'euros). À l'inverse, les crédits d'investissement ont faiblement progressé sur les six premiers mois de l'année 2017 (+2,5 %), faisant suite à une forte activité au cours du semestre précédent (+9,1 %). À plus de 2,4 milliards d'euros consentis à fin juin 2017, les crédits bancaires aux collectivités locales s'établissent à leur plus haut niveau historique.

Les **crédits aux autres agents** regroupent l'ensemble des autres financements octroyés dans le département, à toutes les autres clientèles. Ces encours progressent également de 5,3 % au cours du premier semestre 2017 (+40 millions d'euros) et de +9,0 % en glissement annuel (+66 millions d'euros de juin 2016 à juin 2017). Des changements de nomenclature comptable entre catégories de clientèles peuvent expliquer pour partie ces évolutions. La plus grande partie de ces encours (56,9 % en juin 2017 contre 51,5 % un an plus tôt) porte sur les administrations de sécurité sociale (450 millions d'euros, en hausse de 10,4 % sur les six derniers mois), et plus particulièrement sur les groupes hospitaliers. Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) représentent 17,9 % (18,0 % en juin 2016) des crédits aux autres agents (en hausse de 6,0 % sur six mois).



Une sinistralité en baisse

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'inscrivent en baisse sur les six premiers mois de l'année 2017 (-1,7 %, soit -15 millions d'euros), ainsi qu'en glissement annuel (-7,7 % soit -74 millions d'euros de juin 2016 à juin 2017), traduisant la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de créances douteuses des banques réunionnaises. À noter que des cessions de portefeuilles de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés sont régulièrement réalisées, en fin d'année civile, depuis 2014. Les créances douteuses brutes s'établissent désormais à 778 millions d'euros d'encours pour les seuls ECIL. Le taux de créances douteuses de la place s'établit ainsi à 3,8 % des encours bruts totaux en juin 2017, contre 4,4 % en juin 2016 (pour les seuls ECIL). Le taux de provisionnement des créances douteuses continue de diminuer pour s'établir à 54,1 % à la fin du premier semestre 2017, contre 59,6 % un an auparavant.

DES ACTIFS FINANCIERS ÉGALEMENT EN CROISSANCE ET UNE NETTE PRÉFÉRENCE POUR LA LIQUIDITÉ

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** s'établit à 13,7 milliards d'euros à fin juin 2017, en progression de 1,6 % sur les six premiers mois de l'année (+211 millions d'euros), soit un rythme en léger retrait par rapport au deuxième semestre de l'année 2015 (+2,5 %).

Dans un contexte de taux d'intérêt faibles et de taux de marché légèrement négatifs, les agents économiques réunionnais modifient leur politique de placement, privilégiant à la fois la liquidité mais également des placements plus intéressants. Les comptes de **dépôt à vue** continuent ainsi de progresser (+0,9 % au premier semestre 2017 et +11,4 % en glissement annuel sur douze mois). Ils bénéficient notamment de la hausse des disponibilités détenues par les ménages (+5,4 % sur le premier semestre 2017).

L'**épargne à long terme** continue également de s'inscrire en hausse (+2,8 % sur le premier semestre 2017, soit +119 millions d'euros), portée par le regain d'intérêt enregistré pour les actions en portefeuille (+9,5 % sur les six derniers mois), et pour les produits d'assurance-vie (+5,1 %). Malgré le faible niveau des taux, les **placements liquides ou à court terme** se maintiennent également sur le semestre (+1,1 % sur six mois, soit +42 millions d'euros). Sur les douze derniers mois, ces placements diminuent néanmoins significativement de -3,5 % (soit -139 millions d'euros de juin 2016 à juin 2017). Les placements indexés sur les taux de marché continuent d'enregistrer des reculs marqués (-9,9 % sur les six derniers mois et -9,5 % sur les douze derniers mois). Seule exception à noter : une progression notable des émissions de certificats de dépôts au premier semestre 2017 (+61,9 % sur six mois et +229,4 % sur douze mois) après des années de recul de ce type de placement.

Hausse de l'épargne des ménages

Les **placements des ménages** progressent de 3,4 % au premier semestre 2017 (+312 millions d'euros), soit un rythme plus élevé que celui observé les semestres précédents (+0,8 % de juin 2016 à décembre 2015 et +1,8 % sur les six mois précédents). Ce sont les dépôts à vue qui progressent le plus sensiblement (+5,4 % sur les six derniers mois soit +133 millions d'euros), devant l'épargne à long terme (+3,1 % soit +122 millions d'euros) et les comptes d'épargne à régime spécial (+2,4 % soit +68 millions d'euros). À l'inverse, les placements des ménages indexés sur les taux de marché enregistrent une baisse sensible (-13,1 % sur le semestre) comme observé au niveau de l'ensemble de la clientèle, handicapés par le niveau des taux de marché encore en territoire négatif. La progression des placements liquides sous forme de comptes d'épargne s'explique néanmoins uniquement par une hausse des livrets ordinaires (+4,1 % sur six mois) et des livrets A (+1,9 %) qui compense la baisse générale des encours des autres produits d'épargne. L'épargne à long terme bénéficie de son côté de la bonne santé des placements des ménages en actions (+9,2 %) et en contrat d'assurance-vie (+5,1 %).

Mais une baisse des placements des entreprises

Les **placements des sociétés non financières** reculent sensiblement au premier semestre 2017 (-3,5 %, soit -110 millions d'euros), en rupture par rapport à l'évolution observée l'année précédente (+4,0 % entre décembre 2015 et décembre 2016, soit +120 millions d'euros). Tous les types de placements s'inscrivent en recul, la plus forte baisse concerne les placements liquides ou à court terme (-6,4 % sur six mois, soit -44 millions d'euros). Les comptes de dépôts à vue détenus par les sociétés non financières reculent de -2,7 % de décembre 2016 à juin 2017 (soit -64 millions d'euros), tout comme l'épargne à long terme (-1,8 % soit 2 millions d'euros).

Stabilité des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** varient peu au premier semestre 2017 (+0,9 % soit +10 millions d'euros) après une année 2016 particulièrement dynamique (+21,5 % sur l'année soit +197 millions d'euros). Les associations (ISBLM) concentrent 44,7 % de ces placements (en progression de 3,6 % sur six mois). Les sociétés d'assurance et les fonds de pension représentent désormais une proportion de 29,8 % des placements des autres agents mais diminuent de 2,6 % sur les six derniers mois.

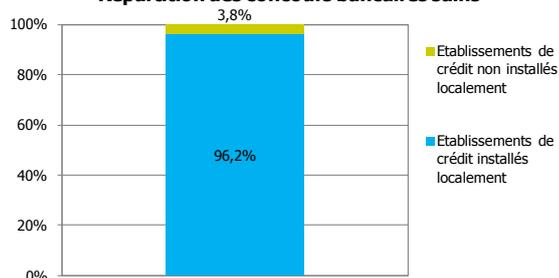
MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe Mayotte.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

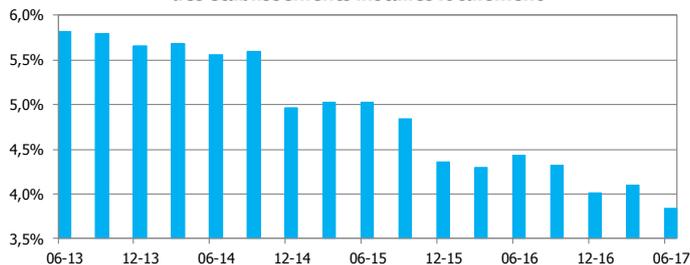
| | Montants en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|---|------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|-------------|
| | juin-13 | juin-14 | juin-15 | juin-16 | sept-16 | déc-16 | mars-17 | juin-17 | 1 sem | 1 an |
| Entreprises | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 1 130,7 | 1 052,1 | 1 027,3 | 1 041,0 | 978,5 | 1 080,0 | 921,7 | 996,2 | -7,8% | -4,3% |
| <i>Créances commerciales</i> | 78,7 | 81,4 | 77,4 | 80,9 | 75,7 | 86,2 | 68,1 | 69,7 | -19,2% | -13,8% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 679,6 | 590,2 | 555,2 | 569,6 | 571,3 | 549,5 | 531,7 | 536,3 | -2,4% | -5,8% |
| <i>(dt) Entrepreneurs individuels</i> | 114,4 | 106,6 | 102,4 | 96,6 | 95,4 | 107,4 | 105,9 | 104,5 | -2,7% | 8,2% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 246,1 | 233,4 | 249,0 | 213,9 | 179,8 | 202,7 | 199,5 | 204,6 | 1,0% | -4,3% |
| <i>Affacturation</i> | 126,3 | 147,1 | 145,7 | 176,6 | 151,7 | 241,6 | 122,4 | 185,6 | -23,2% | 5,1% |
| Crédits d'investissement | 3 210,7 | 3 343,6 | 3 506,2 | 3 580,7 | 3 571,2 | 3 717,4 | 3 850,6 | 3 897,6 | 4,8% | 8,9% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 2 753,0 | 2 877,6 | 2 986,1 | 3 013,3 | 3 005,6 | 3 141,0 | 3 268,7 | 3 304,8 | 5,2% | 9,7% |
| <i>(dt) Entrepreneurs individuels</i> | 238,8 | 238,8 | 138,6 | 142,9 | 148,9 | 149,7 | 150,0 | 152,2 | 1,7% | 6,5% |
| <i>Crédit-bail</i> | 457,7 | 466,0 | 520,1 | 567,4 | 565,6 | 576,4 | 581,9 | 592,8 | 2,9% | 4,5% |
| Crédits à l'habitat | 3 216,5 | 3 507,5 | 3 725,7 | 3 853,0 | 3 853,8 | 3 920,2 | 3 948,7 | 3 954,4 | 0,9% | 2,6% |
| Autres crédits | 54,5 | 58,8 | 60,6 | 18,1 | 24,1 | 10,4 | 14,1 | 14,4 | 37,6% | -20,8% |
| Encours sain | 7 612,3 | 7 962,1 | 8 319,8 | 8 492,8 | 8 427,6 | 8 728,0 | 8 735,1 | 8 862,6 | 1,5% | 4,4% |
| Ménages | | | | | | | | | | |
| Crédits à la consommation | 1 576,1 | 1 561,7 | 1 571,2 | 1 658,5 | 1 683,4 | 1 710,4 | 1 761,8 | 1 798,3 | 5,1% | 8,4% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 1 468,1 | 1 446,7 | 1 449,7 | 1 527,2 | 1 545,1 | 1 567,4 | 1 605,7 | 1 637,8 | 4,5% | 7,2% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 52,5 | 59,5 | 58,5 | 54,8 | 54,1 | 51,5 | 57,6 | 51,5 | 0,1% | -6,0% |
| <i>Crédit-bail</i> | 55,5 | 55,5 | 63,0 | 76,5 | 84,2 | 91,5 | 98,5 | 109,1 | 19,2% | 42,6% |
| Crédits à l'habitat | 5 382,1 | 5 527,4 | 5 680,1 | 6 046,5 | 6 151,4 | 6 231,5 | 6 307,2 | 6 392,9 | 2,6% | 5,7% |
| Autres crédits | 1,6 | 2,4 | 2,2 | 5,0 | 4,9 | 5,8 | 6,0 | 7,6 | 30,9% | 52,0% |
| Encours sain | 6 959,8 | 7 091,5 | 7 253,5 | 7 710,0 | 7 839,7 | 7 947,6 | 8 075,0 | 8 198,8 | 3,2% | 6,3% |
| Collectivités locales | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 15,0 | 14,5 | 31,7 | 163,4 | 193,4 | 32,1 | 106,4 | 109,6 | 240,9% | -32,9% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 14,8 | 12,4 | 30,4 | 163,0 | 193,3 | 30,0 | 103,6 | 106,6 | 255,2% | -34,6% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 0,2 | 2,1 | 1,3 | 0,4 | 0,1 | 2,1 | 2,8 | 2,9 | 37,8% | -ns- |
| Crédits d'investissement | 1 939,9 | 1 909,1 | 1 954,2 | 2 056,8 | 2 063,6 | 2 243,6 | 2 251,4 | 2 299,7 | 2,5% | 11,8% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 1 939,1 | 1 908,5 | 1 954,0 | 2 056,6 | 2 063,3 | 2 243,5 | 2 251,1 | 2 299,4 | 2,5% | 11,8% |
| Autres crédits | 0,1 | 1,6 | 2,5 | 0,0 | 0,1 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | | -ns- |
| Encours sain | 1 956,1 | 1 926,3 | 1 994,5 | 2 225,8 | 2 262,7 | 2 283,6 | 2 365,4 | 2 416,7 | 5,8% | 8,6% |
| Autres agents | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 558,2 | 948,2 | 715,2 | 725,3 | 760,6 | 750,8 | 789,6 | 790,9 | 5,3% | 9,0% |
| TOTAL | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 17 086,5 | 17 928,1 | 18 283,0 | 19 153,9 | 19 290,7 | 19 710,0 | 19 965,1 | 20 269,1 | 2,8% | 5,8% |
| <i>dont ECNIL</i> | 730,5 | 744,7 | 786,9 | 749,4 | 752,2 | 771,9 | 730,3 | 773,5 | 0,2% | 3,2% |
| Créances douteuses brutes | 1 120,6 | 1 112,7 | 1 024,3 | 969,3 | 949,7 | 910,3 | 938,6 | 895,1 | -1,7% | -7,7% |
| <i>dont ECIL</i> | 1 010,5 | 1 011,5 | 925,9 | 854,6 | 837,2 | 791,9 | 821,3 | 778,3 | -1,7% | -8,9% |
| <i>Créances douteuses nettes</i> | 472,1 | 478,1 | 456,7 | 460,0 | 471,0 | 463,8 | 494,9 | 474,3 | 2,3% | 3,1% |
| <i>(dt) Entreprises</i> | 357,7 | 344,7 | 321,2 | 334,6 | 337,9 | 347,5 | 367,7 | 335,9 | -3,4% | 0,4% |
| <i>(dt) Ménages</i> | 109,1 | 130,8 | 133,4 | 119,0 | 121,9 | 106,2 | 116,2 | 124,9 | 17,6% | 5,0% |
| Provisions | 648,5 | 634,6 | 567,7 | 509,3 | 478,7 | 446,5 | 443,6 | 420,8 | -5,8% | -17,4% |
| Encours brut total | 18 207,1 | 19 040,8 | 19 307,3 | 20 123,3 | 20 240,4 | 20 620,3 | 20 903,7 | 21 164,2 | 2,6% | 5,2% |
| Taux de créances douteuses | 6,2% | 5,8% | 5,3% | 4,8% | 4,7% | 4,4% | 4,5% | 4,2% | -0,2 pt | -0,6 pt |
| <i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i> | 5,8% | 5,6% | 5,0% | 4,4% | 4,3% | 4,0% | 4,1% | 3,8% | -0,2 pt | -0,6 pt |
| Taux de provisionnement | 57,9% | 57,0% | 55,4% | 52,5% | 50,4% | 49,1% | 47,3% | 47,0% | -2,0 pt | -5,5 pt |
| <i>dont taux de provisionnement des ECIL</i> | 64,2% | 62,7% | 61,3% | 59,6% | 57,2% | 56,4% | 54,0% | 54,1% | -2,3 pt | -5,5 pt |

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

| | Montants en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|--|------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|
| | juin-13 | juin-14 | juin-15 | juin-16 | sept-16 | déc-16 | mars-17 | juin-17 | 1 sem | 1 an |
| Sociétés non financières | 2 423,1 | 2 608,3 | 2 763,0 | 2 858,6 | 2 870,9 | 3 137,5 | 3 087,3 | 3 027,3 | -3,5% | 5,9% |
| Dépôts à vue | 1 338,4 | 1 410,1 | 1 759,0 | 2 003,3 | 2 079,5 | 2 359,1 | 2 361,2 | 2 294,7 | -2,7% | 14,5% |
| Placements liquides ou à court terme | 975,4 | 1 101,6 | 912,7 | 764,3 | 698,5 | 688,7 | 638,4 | 644,6 | -6,4% | -15,7% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 95,4 | 132,0 | 119,7 | 133,0 | 91,8 | 54,1 | 77,8 | 72,7 | 34,3% | -45,3% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 880,0 | 969,7 | 792,9 | 631,3 | 606,7 | 634,6 | 560,5 | 571,9 | -9,9% | -9,4% |
| <i>dont comptes à terme</i> | <i>466,9</i> | <i>581,7</i> | <i>586,9</i> | <i>518,3</i> | <i>476,2</i> | <i>452,9</i> | <i>436,0</i> | <i>417,5</i> | <i>-7,8%</i> | <i>-19,4%</i> |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | <i>124,6</i> | <i>104,4</i> | <i>97,3</i> | <i>85,0</i> | <i>76,5</i> | <i>124,3</i> | <i>78,0</i> | <i>61,7</i> | <i>-50,3%</i> | <i>-27,4%</i> |
| <i>dont certificats de dépôt</i> | <i>288,0</i> | <i>283,3</i> | <i>108,7</i> | <i>28,0</i> | <i>53,9</i> | <i>57,0</i> | <i>46,1</i> | <i>92,3</i> | <i>61,9%</i> | <i>229,4%</i> |
| Epargne à long terme | 109,3 | 96,6 | 91,3 | 91,1 | 92,9 | 89,6 | 87,7 | 88,0 | -1,8% | -3,4% |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | <i>25,1</i> | <i>14,7</i> | <i>14,4</i> | <i>22,8</i> | <i>24,5</i> | <i>18,9</i> | <i>19,7</i> | <i>19,6</i> | <i>4,0%</i> | <i>-13,9%</i> |
| Ménages | 8 353,8 | 8 591,6 | 8 839,5 | 9 178,2 | 9 180,4 | 9 255,0 | 9 374,5 | 9 566,7 | 3,4% | 4,2% |
| Dépôts à vue | 1 963,5 | 2 078,1 | 2 171,2 | 2 347,1 | 2 390,2 | 2 475,3 | 2 493,3 | 2 608,2 | 5,4% | 11,1% |
| Placements liquides ou à court terme | 2 860,0 | 2 883,4 | 2 904,9 | 2 963,6 | 2 892,8 | 2 904,4 | 2 919,5 | 2 961,8 | 2,0% | -0,1% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 2 686,4 | 2 741,2 | 2 786,0 | 2 876,7 | 2 811,0 | 2 825,3 | 2 846,4 | 2 893,0 | 2,4% | 0,6% |
| <i>dont livrets ordinaires</i> | <i>873,3</i> | <i>881,7</i> | <i>929,3</i> | <i>1 045,9</i> | <i>985,7</i> | <i>992,2</i> | <i>1 009,7</i> | <i>1 033,0</i> | <i>4,1%</i> | <i>-1,2%</i> |
| <i>dont livrets A et bleus</i> | <i>1 100,3</i> | <i>1 142,0</i> | <i>1 140,4</i> | <i>1 121,5</i> | <i>1 119,2</i> | <i>1 127,7</i> | <i>1 131,0</i> | <i>1 149,0</i> | <i>1,9%</i> | <i>2,4%</i> |
| <i>dont livrets jeunes</i> | <i>38,1</i> | <i>38,0</i> | <i>37,7</i> | <i>37,5</i> | <i>36,5</i> | <i>36,5</i> | <i>35,6</i> | <i>35,4</i> | <i>-2,9%</i> | <i>-5,5%</i> |
| <i>dont livrets d'épargne populaire</i> | <i>94,7</i> | <i>85,3</i> | <i>84,2</i> | <i>81,6</i> | <i>81,5</i> | <i>82,1</i> | <i>81,0</i> | <i>80,3</i> | <i>-2,2%</i> | <i>-1,7%</i> |
| <i>dont livrets de développement durable</i> | <i>367,4</i> | <i>392,5</i> | <i>401,9</i> | <i>407,1</i> | <i>406,8</i> | <i>407,6</i> | <i>411,5</i> | <i>418,0</i> | <i>2,6%</i> | <i>2,7%</i> |
| <i>dont comptes d'épargne logement</i> | <i>212,6</i> | <i>201,8</i> | <i>192,5</i> | <i>183,0</i> | <i>181,3</i> | <i>179,2</i> | <i>177,7</i> | <i>177,3</i> | <i>-1,0%</i> | <i>-3,1%</i> |
| Placements indexés sur les taux de marché | 173,5 | 142,2 | 118,8 | 87,0 | 81,8 | 79,2 | 73,1 | 68,8 | -13,1% | -21,0% |
| <i>dont comptes créditeurs à terme</i> | <i>140,8</i> | <i>114,8</i> | <i>86,0</i> | <i>69,0</i> | <i>64,2</i> | <i>63,8</i> | <i>57,7</i> | <i>53,7</i> | <i>-15,8%</i> | <i>-22,2%</i> |
| <i>dont bons de caisse</i> | <i>8,7</i> | <i>9,7</i> | <i>7,8</i> | <i>4,7</i> | <i>4,3</i> | <i>2,4</i> | <i>2,3</i> | <i>2,3</i> | <i>-2,5%</i> | <i>-51,3%</i> |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | <i>24,1</i> | <i>17,6</i> | <i>25,0</i> | <i>13,3</i> | <i>13,2</i> | <i>13,0</i> | <i>13,1</i> | <i>12,7</i> | <i>-2,3%</i> | <i>-3,9%</i> |
| Epargne à long terme | 3 530,2 | 3 630,1 | 3 763,5 | 3 867,4 | 3 897,4 | 3 875,3 | 3 961,7 | 3 996,7 | 3,1% | 3,3% |
| <i>dont plans d'épargne logement</i> | <i>762,0</i> | <i>794,1</i> | <i>869,1</i> | <i>921,9</i> | <i>923,5</i> | <i>936,1</i> | <i>930,7</i> | <i>927,6</i> | <i>-0,9%</i> | <i>0,6%</i> |
| <i>dont plans d'épargne populaire</i> | <i>52,6</i> | <i>49,6</i> | <i>46,7</i> | <i>43,9</i> | <i>40,7</i> | <i>39,6</i> | <i>38,3</i> | <i>37,4</i> | <i>-5,5%</i> | <i>-14,6%</i> |
| <i>dont autres comptes d'épargne</i> | <i>10,2</i> | <i>10,7</i> | <i>12,2</i> | <i>11,9</i> | <i>12,7</i> | <i>11,7</i> | <i>11,9</i> | <i>13,2</i> | <i>12,1%</i> | <i>11,0%</i> |
| <i>dont actions</i> | <i>114,2</i> | <i>128,6</i> | <i>122,4</i> | <i>110,2</i> | <i>114,7</i> | <i>124,3</i> | <i>126,8</i> | <i>135,8</i> | <i>9,2%</i> | <i>23,2%</i> |
| <i>dont obligations</i> | <i>222,2</i> | <i>201,5</i> | <i>165,1</i> | <i>148,6</i> | <i>149,4</i> | <i>148,2</i> | <i>144,6</i> | <i>139,4</i> | <i>-5,9%</i> | <i>-6,2%</i> |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | <i>100,6</i> | <i>96,6</i> | <i>83,6</i> | <i>76,0</i> | <i>75,7</i> | <i>76,8</i> | <i>76,9</i> | <i>76,0</i> | <i>-1,1%</i> | <i>0,0%</i> |
| <i>dont contrats d'assurance-vie</i> | <i>2 268,4</i> | <i>2 349,1</i> | <i>2 464,2</i> | <i>2 554,9</i> | <i>2 580,7</i> | <i>2 538,5</i> | <i>2 632,6</i> | <i>2 667,3</i> | <i>5,1%</i> | <i>4,4%</i> |
| Autres agents | 748,9 | 816,1 | 895,9 | 1 137,7 | 1 149,7 | 1 112,6 | 1 122,2 | 1 122,4 | 0,9% | -1,3% |
| Dépôts à vue | 318,7 | 355,7 | 375,1 | 592,9 | 626,9 | 623,5 | 615,0 | 605,3 | -2,9% | 2,1% |
| Placements liquides ou à court terme | 285,4 | 298,4 | 337,8 | 308,5 | 282,7 | 261,9 | 281,2 | 290,6 | 11,0% | -5,8% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 150,2 | 146,2 | 163,0 | 215,4 | 170,8 | 160,9 | 185,8 | 197,0 | 22,4% | -8,5% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 135,2 | 152,2 | 174,8 | 93,1 | 112,0 | 100,9 | 95,4 | 93,7 | -7,2% | 0,6% |
| <i>dont comptes à terme</i> | <i>67,1</i> | <i>107,0</i> | <i>137,4</i> | <i>57,8</i> | <i>77,4</i> | <i>67,8</i> | <i>64,9</i> | <i>62,3</i> | <i>-8,0%</i> | <i>7,8%</i> |
| Epargne à long terme | 144,8 | 162,1 | 183,0 | 236,3 | 240,1 | 227,2 | 226,0 | 226,5 | -0,3% | -4,2% |
| Total actifs financiers | 11 525,7 | 12 016,1 | 12 498,5 | 13 174,5 | 13 201,0 | 13 505,1 | 13 584,0 | 13 716,4 | 1,6% | 4,1% |
| Dépôts à vue | 3 620,6 | 3 843,9 | 4 305,4 | 4 943,3 | 5 096,6 | 5 457,9 | 5 469,5 | 5 508,1 | 0,9% | 11,4% |
| Placements liquides ou à court terme | 4 120,8 | 4 283,4 | 4 155,3 | 4 036,4 | 3 874,0 | 3 855,0 | 3 839,1 | 3 897,0 | 1,1% | -3,5% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 2 932,0 | 3 019,3 | 3 068,7 | 3 225,0 | 3 073,5 | 3 040,3 | 3 110,0 | 3 162,7 | 4,0% | -1,9% |
| <i>dont livrets ordinaires</i> | <i>1 052,8</i> | <i>1 067,5</i> | <i>1 122,0</i> | <i>1 308,0</i> | <i>1 171,5</i> | <i>1 143,6</i> | <i>1 196,0</i> | <i>1 231,0</i> | <i>7,6%</i> | <i>-5,9%</i> |
| <i>dont livrets A et bleus</i> | <i>1 165,5</i> | <i>1 233,5</i> | <i>1 229,5</i> | <i>1 206,9</i> | <i>1 195,2</i> | <i>1 190,6</i> | <i>1 207,5</i> | <i>1 219,8</i> | <i>2,5%</i> | <i>1,1%</i> |
| <i>dont livrets jeunes</i> | <i>38,1</i> | <i>38,0</i> | <i>37,7</i> | <i>37,5</i> | <i>36,6</i> | <i>36,5</i> | <i>35,6</i> | <i>35,4</i> | <i>-2,9%</i> | <i>-5,5%</i> |
| <i>dont livrets d'épargne populaire</i> | <i>94,7</i> | <i>85,3</i> | <i>84,2</i> | <i>81,7</i> | <i>81,5</i> | <i>82,2</i> | <i>81,1</i> | <i>80,3</i> | <i>-2,2%</i> | <i>-1,7%</i> |
| <i>dont livrets de développement durable</i> | <i>367,8</i> | <i>392,8</i> | <i>402,3</i> | <i>407,4</i> | <i>407,0</i> | <i>407,9</i> | <i>411,7</i> | <i>418,3</i> | <i>2,6%</i> | <i>2,7%</i> |
| <i>dont comptes d'épargne logement</i> | <i>213,1</i> | <i>202,2</i> | <i>193,0</i> | <i>183,5</i> | <i>181,8</i> | <i>179,6</i> | <i>178,1</i> | <i>177,8</i> | <i>-1,0%</i> | <i>-3,1%</i> |
| Placements indexés sur les taux de marché | 1 188,7 | 1 264,0 | 1 086,6 | 811,5 | 800,5 | 814,7 | 729,1 | 734,3 | -9,9% | -9,5% |
| <i>dont comptes créditeurs à terme</i> | <i>674,8</i> | <i>803,5</i> | <i>810,3</i> | <i>645,1</i> | <i>617,9</i> | <i>584,5</i> | <i>558,7</i> | <i>533,5</i> | <i>-8,7%</i> | <i>-17,3%</i> |
| <i>dont bons de caisse</i> | <i>9,3</i> | <i>10,5</i> | <i>7,8</i> | <i>4,8</i> | <i>4,4</i> | <i>2,7</i> | <i>2,7</i> | <i>2,7</i> | <i>-2,1%</i> | <i>-43,8%</i> |
| <i>dont certificats de dépôt</i> | <i>288,0</i> | <i>283,3</i> | <i>108,7</i> | <i>28,0</i> | <i>53,9</i> | <i>57,0</i> | <i>46,1</i> | <i>92,3</i> | <i>61,9%</i> | <i>229,4%</i> |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | <i>216,6</i> | <i>166,7</i> | <i>159,7</i> | <i>133,6</i> | <i>124,3</i> | <i>170,5</i> | <i>121,6</i> | <i>105,8</i> | <i>-37,9%</i> | <i>-20,8%</i> |
| Epargne à long terme | 3 784,3 | 3 888,8 | 4 037,8 | 4 194,7 | 4 230,4 | 4 192,1 | 4 275,4 | 4 311,2 | 2,8% | 2,8% |
| <i>dont plans d'épargne logement</i> | <i>763,8</i> | <i>796,1</i> | <i>871,5</i> | <i>924,5</i> | <i>925,8</i> | <i>938,0</i> | <i>932,7</i> | <i>929,9</i> | <i>-0,9%</i> | <i>0,6%</i> |
| <i>dont plans d'épargne populaire</i> | <i>53,0</i> | <i>50,0</i> | <i>47,1</i> | <i>44,2</i> | <i>41,0</i> | <i>39,9</i> | <i>38,5</i> | <i>37,7</i> | <i>-5,5%</i> | <i>-14,7%</i> |
| <i>dont autres comptes d'épargne</i> | <i>10,2</i> | <i>10,7</i> | <i>12,2</i> | <i>11,9</i> | <i>12,7</i> | <i>11,7</i> | <i>11,9</i> | <i>13,2</i> | <i>12,1%</i> | <i>11,0%</i> |
| <i>dont actions</i> | <i>127,2</i> | <i>149,4</i> | <i>141,1</i> | <i>127,5</i> | <i>132,2</i> | <i>143,6</i> | <i>146,8</i> | <i>157,1</i> | <i>9,5%</i> | <i>23,2%</i> |
| <i>dont obligations</i> | <i>426,4</i> | <i>406,5</i> | <i>370,7</i> | <i>390,0</i> | <i>392,5</i> | <i>387,2</i> | <i>383,5</i> | <i>377,1</i> | <i>-2,6%</i> | <i>-3,3%</i> |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | <i>133,6</i> | <i>125,2</i> | <i>118,6</i> | <i>129,2</i> | <i>132,9</i> | <i>126,4</i> | <i>122,6</i> | <i>122,1</i> | <i>-3,4%</i> | <i>-5,6%</i> |
| <i>dont contrats d'assurance-vie</i> | <i>2 270,1</i> | <i>2 350,8</i> | <i>2 476,6</i> | <i>2 567,5</i> | <i>2 593,3</i> | <i>2 545,3</i> | <i>2 639,4</i> | <i>2 674,1</i> | <i>5,1%</i> | <i>4,2%</i> |

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2017